

que du Nord, trois conglomérats de villes, dont la population globale atteindra environ 140 millions. Elles seront situées entre Boston et Washington, sur le littoral de l'Atlantique, entre San Francisco et San Diego, sur le littoral du Pacifique, et entre Chicago et Pittsburgh, au centre des États-Unis. Le Canada n'aura peut-être pas de villes de cette dimension, mais nous aurons les mêmes problèmes. Dans la région de Vancouver, en Colombie-Britannique, il est fort possible que toute la partie continentale devienne une zone urbaine. Il est certes possible que l'énorme population à la périphérie de Toronto soit groupée en une vaste zone urbaine. Nous aurons peut-être une ville qui aura les dimensions de New York à l'heure actuelle. Nous ne devrions donc pas dire que nous n'aurons pas les mêmes problèmes à cause de notre vaste territoire. Il nous faut comprendre que ces problèmes existent en fait et faire l'impossible à l'heure actuelle pour empêcher que l'évolution de notre milieu, qui est inévitable, ne modifie radicalement notre mode de vie canadien dans le mauvais sens.

Je ne veux pas m'attarder sur ce point. Par un très heureux hasard, nous avons avec nous le député d'York-Ouest (M. Givens), un ancien maire, qui est expert dans le domaine de l'urbanisme. Je suis certain qu'il aura quelque commentaire à faire sur ce sujet dans les débats futurs. Je vous signale que dans 30 ans, alors que vous serez bien en forme, monsieur l'Orateur, comme je le serai aussi, je l'espère vraiment, l'Amérique du Nord comptera des agglomérations urbaines de 30 à 40 millions d'âmes. Même en ce moment, où les villes sont beaucoup moins peuplées, il y a sur le continent nord-américain et au Canada en particulier des lacs qui déperissent, des baies et des rivières qui ne sont plus que des égouts à découvert. Je pense que nous avons beaucoup de veine, car le peuple canadien prend conscience de ce problème. Peut-être est-il beaucoup plus renseigné que les chefs politiques, ici même et dans les assemblées législatives des provinces, ou que quiconque se trouve mêlé à la politique municipale. Ces gens s'inquiètent. Nous pouvons nous en rendre compte par la correspondance que nous recevons et les instances qui nous sont faites. On réclame à grands cris la propreté du territoire, et l'épuration de l'air et de l'eau. Je crois que ces conditions sont essentielles à notre mode de vie, si nous voulons jouir de la nature qui nous entoure.

Chaque année, un peu plus d'organismes et de particuliers se rendent compte que si nous voulons conserver notre niveau de vie actuel, nous devons prendre des mesures en vue de préserver notre héritage naturel. D'abord,

c'est une problème extrêmement complexe. Je l'ai déjà dit, ce problème-là, il est impossible de le résoudre en dépensant beaucoup d'argent dans un seul domaine, c'est-à-dire en n'appliquant qu'un seul programme. Sa solution demandera du temps, de la patience et surtout beaucoup d'argent. Mentionnons en passant la question d'argent. Aujourd'hui, les États-Unis dépensent 10 milliards de dollars pour lutter contre la pollution. Si on compare cela au montant global de 12 milliards de dollars de notre budget national, on voit que les Américains consacrent des sommes fantastiques à la lutte contre la pollution mais, selon toutes apparences, sans grand succès. Je tiens donc à signaler que le problème de la lutte contre la pollution est très onéreux. En fin de compte, c'est le public qui paiera, soit sous forme d'impôts, soit en payant un prix plus élevé pour certains produits de l'industrie.

J'aimerais citer les propos tenus par M. W. R. Drynan, de l'Institut de recherche de l'Université de Waterloo:

La lutte contre la pollution est une question de priorités, mais nous devons d'abord établir les buts de la société. La technologie actuelle nous permet de maintenir la pollution à un niveau acceptable, mais la société doit porter un jugement de valeur avant de décider si, oui ou non, cette dépense en vaut la peine.

Il est bien clair, d'après cette déclaration, qu'il faut dépenser de l'argent et qu'il faudra en dépenser beaucoup. Si nous ne le faisons pas maintenant, si nous ne sommes pas assez clairvoyants, si nous nous inquiétons trop de ce qu'il en coûte aujourd'hui et pas assez des effets ultérieurs de la pollution, alors, je pense que nous ne pourrons pas léguer grand-chose aux générations futures.

La pollution englobe un grand nombre de disciplines, surtout la biologie, la physique, la chimie et le génie, nous savons tous cela. Elle englobe aussi l'agronomie, l'écologie et même l'acoustique, les gens qui vivent près de l'aéroport de Toronto le savent. La pollution intéresse aussi la bactériologie et la thermodynamique. De même, elle intéresse un grand nombre de ministères de l'État. Le principal est certes le ministère fédéral des Pêcheries, puis viennent le ministère des Transports, ainsi que celui de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Alors que nous discutons du contrôle de la pollution, nous pensons aussi, naturellement, au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Je viens de citer quatre cas qui relèvent du domaine fédéral. Les provinces s'intéressent à ce domaine parce que la constitution leur a confié la gestion des ressources. Il serait utile de citer une autorité